

L'annulation de la dette des entreprises, un jeu dangereux



Article rédigé par Sputnik, le 16 avril 2021

Bruno Le Maire a évoqué l'annulation d'une partie des dettes des entreprises. Une très mauvaise idée pour Charles Gave, économiste, financier et président de l'Institut des Libertés. Il évoque au micro de Sputnik «une histoire de fous», qui aurait de graves conséquences économiques.

«Je proposerai d'ici quelques semaines un dispositif de concertation et de conciliation qui doit permettre à toutes les entreprises qui sont en train d'arriver face à ce mur de la dette, de leur proposer une solution sur mesure.» Invité de RMC/BFM TV le 14 avril, [le ministre de l'Économie a fait des annonces d'importance](#) sur l'avenir des entreprises françaises.

Bruno Le Maire a évoqué la possibilité d'annuler une partie de leur dette: «On ne va pas attendre que l'entreprise se prenne le mur, on va regarder sa situation, l'étudier tous ensemble et voir s'il faut étaler sa dette, voire annuler sa dette en partie.»

Au micro de Sputnik, Charles Gave, économiste, financier et président de l'Institut des Libertés, soulève d'emblée un problème d'ordre légal:

«Quelle est la justification juridique qui permettrait à l'État d'annuler une dette? En principe, il s'agit d'un contrat entre deux parties privées que sont dans ce cas d'un côté, la banque et de l'autre, la société qui emprunte. Je serais curieux de savoir comment l'État s'arrogerait le droit d'annuler cette dette.»

Bruno Le Maire semble opter pour une concertation permettant de réunir l'État, le Commissaire aux comptes, les représentants du tribunal de commerce et les banquiers pour «qu'on dise au cas par cas, cette entreprise-là, elle est en difficulté, elle est face à un mur de dette, on voit venir le problème.» Et d'assurer qu'au ministère de l'Économie, «on a tous les signaux d'alerte nécessaires, en liaison avec la Banque de France, pour savoir quelles sont les entreprises qui commencent à avoir un vrai problème d'endettement.»

Retrouvez l'intégralité de l'article sur

<https://fr.sputniknews.com/economie/202104151045480254-annuler-une-partie-des-dettes-un-gouvernement-c>